

<http://www.sylvette-denefle.fr>

Sylvette Denèfle, "De la vie privée au monde du travail : changements de regard sur les femmes...", *Les parcours de vie des femmes*, A.Guillou – S.Pennec (dir°), L'Harmattan, Paris, 1999, p.13-27

## **De la vie privée au monde du travail : changements de regard sur les femmes dans le dernier tiers du XXème siècle**

**Sylvette Denèfle**

Le colloque *Femmes : travail et cycles de vie* qui nous a réunis à Brest en juin 1998 ramène à l'attention du monde scientifique la question des études sur les rapports sociaux de sexe et, parce qu'un tel thème n'est pas si fréquent, implique une réflexion rétrospective sur les évolutions dans ce domaine depuis son émergence.

Mon propos ne sera pas de faire le bilan des changements dans la place sociale des femmes ni même celui des travaux scientifiques concernant les *gender studies*. Mais je voudrais plutôt m'interroger sur la façon dont ont été traitées les questions des rapports sociaux de sexe dans le dernier tiers de notre siècle.

Si j'ai choisi ce découpage temporel, c'est parce qu'il est celui de l'expression sociale massive de questions sur la place des femmes dans la société.

En effet, c'est dans le dernier tiers du XXème siècle qu'on voit l'ensemble social réinterroger les rôles de sexe. Et j'aimerais rappeler comment s'est manifesté cet intérêt.

Mais c'est aussi dans cette période qu'a été modifiée très sensiblement la place des femmes dans l'ensemble de l'organisation sociale.

C'est toujours dans ces trente dernières années que l'on a vu apparaître une production scientifique prenant ce champ pour objet.

Enfin, il me semble que la façon de poser la question des rapports sociaux de sexe a changé durant ces trois décennies et j'aimerais considérer les formes et les avancements de ces changements à la toute fin de notre siècle.

### *Féminisme militant*

Il me faut préciser que ce qui m'intéresse ici, c'est l'émergence d'un mouvement social important qui a concerné une grande partie du monde occidental et non pas l'apparition des idées ou de la revendication féministe. Les historiennes ont en effet largement montré qu'une relecture du passé permettait de mettre en évidence des personnalités, voire des petits groupes militants, qui ont, dès le XVIIIème siècle, (mais vraisemblablement a-t-il également existé des précurseurs d'une remise en cause des rôles sociaux bien avant : on peut penser à Louise Labbé, par exemple), stigmatisé les normes sociales de sexe en mettant en évidence le statut mineur, pour ne pas dire de mineures, des femmes. Mais ce n'est pas de cela dont je parlerai. Ce qui est l'objet de mon propos, c'est le mouvement qui a concerné un nombre important de femmes et qui surtout a été relayé d'une façon considérable par les médias et que l'on a appelé le MLF<sup>1</sup>. Ce mouvement si spécifique de la seconde moitié du XXème

siècle est tout à fait lié avec les grands changements sociaux de l'après-guerre, changements économiques, changements dans le système éducatif, changement dans les modes de consommation, etc. Son émergence date de la publication du *Deuxième sexe* mais son essor véritable a eu lieu en 1970.

Sans revenir sur toute l'histoire de ce mouvement social sur lequel Françoise Picq, Monique Rémy ou les universitaires lyonnaises du Clef<sup>2</sup>, parmi d'autres, nous ont donné de belles pages, je voudrais souligner que ce mouvement, qui a eu, je le répète, un retentissement important, a été un mouvement de revendication, un mouvement militant. Il s'est totalement appuyé sur l'idée que les femmes, à travers le rôle qui leur était socialement assigné, subissaient des injustices. Or, ce sentiment, nouveau avec une telle extension sociale, me paraît totalement lié au basculement idéologique de l'après-guerre qui a considérablement déstabilisé les systèmes axiologiques traditionnels et en particulier les modèles du catholicisme. Ce que le mouvement féministe des années 70 a rejeté, c'est le rôle de la femme soumise, de la femme au foyer, de la femme dominée, de la femme interdite d'autonomie financière, sociale, sexuelle, familiale, etc. Et ce rejet s'est fait au nom des Droits de l'Homme, au nom de l'Égalité, au nom des valeurs individualistes de la modernité.

Or cette injustice proclamée s'est focalisée sur certains aspects de la condition des femmes dont il me semble que l'on peut faire une lecture sociologique. En effet, on peut dire globalement que c'est tout ce qui relève du privé, et même peut-être plus exactement de la sexualité, qui a retenu toute l'attention dans les années 70. On a traité de la libération sexuelle, du plaisir féminin, de la contraception, de l'avortement, de la maternité, du viol mais aussi de l'enfermement domestique, de la soumission familiale, etc. Bref, le MLF s'est essentiellement occupé de la

vie privée des femmes et il ne me semble pas qu'il y ait eu de très grands débats sur des questions relatives à la place sociale des femmes, dans l'enseignement, dans le travail ou dans la politique, par exemple. Évidemment ces questions transparaissaient dans les revendications de libération, de changement dans la position sociale des femmes mais elles n'étaient pas conceptualisées comme telles.

On a donc une décennie militante où l'on voit le dépôt de gerbe à la femme du soldat inconnu, la mise en place des transferts vers l'étranger pour l'avortement, les manifestations pour la libéralisation du divorce, le rejet symbolique des soutiens-gorges, la mise en place des maisons de femmes servant en grande partie à l'hébergement des femmes battues, les grandes discussions sur la légitimité du recours à la justice dans les affaires de viol, etc. Curieusement, alors que les femmes du MLF étaient souvent des femmes qui venaient du militantisme politique d'extrême gauche et alors que quelques-uns des groupes d'extrême gauche ont cheminé, au moins partiellement, avec le Mouvement, ce qui a caractérisé cette revendication féminine ne s'inscrit pas très clairement dans une perspective sociale.

Ce qui a été en jeu, c'est plus précisément un ensemble de normes, un système de représentations. On peut dire en effet qu'après la seconde guerre mondiale se réalise un modèle familial où les rôles masculins et féminins sont clairs : à l'homme de subvenir aux besoins du ménage, à la femme de tenir ce ménage. L'ensemble du contexte social, et en particulier l'univers économique, porte ce modèle "progressiste" où le travail masculin doit permettre l'ascension sociale des couples et où les progrès techniques doivent alléger les tâches domestiques dévolues aux femmes.

D'une certaine façon, l'univers des femmes est alors quasi totalement familial et privé, ce qui est, entre autres, attesté par l'étiage du travail féminin dans les années 50<sup>3</sup>.

Et c'est donc là qu'elles vont lire d'abord les marques de l'injustice dont au moins deux facteurs macrosociologiques vont être des révélateurs. Je veux parler des modifications dans les formes d'emploi qui amènent la vague très importante de la tertiarisation et des évolutions technologiques qui appellent une main d'oeuvre de plus en plus qualifiée et donc scolarisée. Ces deux facteurs, parmi beaucoup d'autres, me semblent avoir projeté les femmes vers l'école d'une part et vers le salariat d'autre part. Ces changements dont les années d'après-guerre sont l'amorce ne se lisent pas dans la représentation sociale immédiate, comme on vient de le souligner, mais ils seront porteurs des évolutions de la période qui nous intéresse ici.

La place sociale dévolue aux femmes ne pouvait apparaître injuste qu'à des femmes scolarisées et informées d'une modernité égalitariste. Et c'est probablement pourquoi il faudra attendre l'arrivée à l'âge adulte des filles du baby-boom pour qu'on assiste à une revendication de changements globaux qui concerne plus qu'une élite sociale, c'est-à-dire les années 70. Mais il est très significatif que la revendication de changements porte essentiellement sur les normes de la féminité, sur la vie privée, sur les formes de la famille puisque c'est là que sont alors la quasi totalité des femmes.

La décennie 70 est incontestablement celle du changement. Elle l'est par le renouvellement générationnel, par l'idéologie revendicatrice, par la prise en compte sociale de la parole féminine. Mais elle l'est surtout par l'entrée des filles à l'école, au lycée puis à l'université et par celles des femmes sur le marché du travail. De ce point de vue d'ailleurs, il reste à étudier comment les conceptions sociales de la nécessité d'une

scolarisation massive ont supprimé le recours au travail des jeunes et donc impliqué l'offre d'un travail féminin et comment les crises économiques des années 73 et 78 ont entraîné l'obligation de ce travail pour éviter une précarisation liée aux modèles consuméristes du marché.

### ***La décennie silencieuse : 1980-89***

#### *Plus de problèmes*

De même qu'on s'entend pour considérer que la fin de cette première phase militante d'intérêt pour la place des femmes dans la société coïncide avec celle de la décennie 70 (les dernières grandes luttes sont celles du vote définitif de la loi sur l'IVG en 1979 puis encore quelques temps après les luttes sur les femmes battues et le viol), il a été noté de nombreuses fois que dans la décennie 80 un grand silence s'est abattu sur les revendications des femmes. Une seule rumeur couvrait cet impressionnant et désespérant silence : "tous les problèmes sont résolus". On n'entendait plus parler des problèmes des femmes car on était passé dans une époque évoluée où de tels problèmes n'existaient plus. C'est des années 80 que date ce discours lénifiant qui a éparpillé les femmes et les a renvoyées à leur situation personnelle et individuelle. Ce grand silence après toutes ces années de paroles est celui qu'ont perçu les filles de la génération suivante. Pour elles qui devenaient adultes dans les années 90, le problème féministe était, à tous les sens du terme, de l'histoire ancienne.

#### *Des changements importants*

Comment peut-on comprendre cette situation ? Il me semble que, du point de vue de l'ensemble social, le positionnement des

hommes et des femmes s'est modifié sensiblement entre les années 60 et les années 80.

Ainsi par exemple, il y avait *en 1961, 61 000 bacheliers en France dont environ 40% de filles, en 1971, 143 700 bacheliers dont près de 51% de filles, en 1991, 596710 bacheliers dont 54% de filles.* Dès les années 70, les filles deviennent plus nombreuses à pouvoir accéder aux études supérieures que les garçons pour, *en 1982, représenter 51% des étudiants.*

Autre exemple, *en 1961, il y avait 20 millions d'actifs en France dont 6,7 millions de femmes soit 33% de femmes, et, en 1994, 25 millions d'actifs en France dont 11,2 millions de femmes, soit 45% de femmes. Mais plus encore, 76,2% des femmes de 25 à 49 ans travaillaient en France en 1992.*

Ces chiffres bien connus montrent de façon explicite que quelque chose a fondamentalement changé dans la société d'après-guerre et que ce qui a changé relève de la structure sociale, du fonctionnement social. Alors que paradoxalement, ce qui a porté la revendication des femmes relevait quasi exclusivement de la représentation sociale, des idéologies, des images sociales. La réalité extrêmement complexe que je tente d'évoquer qui lie modifications infrastructurales et superstructurelles, pour utiliser un vocabulaire passé de mode, me paraît indispensable à penser si l'on veut tenter de comprendre comment changent nos référents sociaux globaux.

#### *La production intellectuelle*

Or, cette nécessité d'explication va caractériser aussi cette période de silence social car c'est dans ces années-là que vont paraître des travaux nombreux sur les rapports sociaux de sexe et la place des femmes dans la société.

Bien évidemment, la réflexion n'a pas commencé à ce moment-là mais il est assez intéressant de noter que c'est des années 80

que datent une très grande partie des travaux des sciences sociales sur les femmes.

On peut y voir le délai nécessaire à la maturation des idées lancées dans les années antérieures mais on peut penser aussi que certaines femmes *dont certaines avaient été des militantes féministes*, sont entrées à l'université et qu'elles y *ont entrepris leur carrière*, tout en déplaçant *dans le monde scientifique les questionnements qui étaient les leurs*.

Si l'on peut rechercher un symbole de ce regard intellectuel sur la question des rapports sociaux de sexe, je pense que l'on peut dire que le colloque de Toulouse, financé par les institutions publiques, "Femmes, féminisme et recherche", en 1982 et l'ATP CNRS qui l'a suivi ont porté la visibilité de travaux importants qui se sont fait connaître ou ont pris un développement plus important dans ce cadre. Le financement public de recherches propres au monde savant me paraît significatif à la fois du silence social sur la question des femmes et de la réflexion que les changements sociaux ont amenée.

*De façon significative, on peut dire que ces travaux qui se sont déroulés pendant la décennie 80 exprimaient un état, un moment de la réflexion. Par exemple les axes de l'ATP s'intitulaient : "analyse critique de la conceptualisation des sexes ; Femmes, État, droit et société ; Mouvements de femmes, pratiques de femmes", etc.*

Si cette forme de reconnaissance institutionnelle est significative de l'attitude sociale dans les années 80, la fin brutale qui a été mise à ces programmes de recherche à la fin de la décennie l'est tout autant.

*Fin des années 80, fin des amusements, même scientifiques, on revient aux choses sérieuses. Et je ne surprendrai personne en disant que les choses sérieuses, c'est l'économie.*



## ***La question des femmes dans les années 90***

*Les années 90 ont commencé, à un palier, à un seuil, pour ce qui concerne les femmes, aussi bien dans leur position sociale, que dans la place qui était faite socialement à leurs difficultés, qu'au niveau de la mise en place de cadres institutionnels de recherche.*

*Pour résumer, je dirais : plus de mouvements sociaux féministes, un discours lénifiant sur la fin des problèmes de femmes et pratiquement plus de cadres de recherches sur les femmes.*

*Et pourtant, cette situation zéro n'est pas un retour, un recul vers les années d'après-guerre car les femmes sont instruites et entrées dans le monde du travail, des chercheuses sont en place dans le monde universitaire et des travaux nombreux établissent un bilan des situations sociales faites aux femmes. Et c'est autour de ce bilan que va se repositionner la question des femmes dans la dernière décennie du siècle.*

*Quel est-il ce bilan ? Si je reprends schématiquement quelques données symboliques pour l'exprimer, je dirais :*

*dans les années 90, il y a 55% de filles à l'université mais 57% de filles en premier cycle et 43% en troisième cycle ; 72% de filles en Lettres et 33% en Sciences.*

*Il y a près de 12 millions d'actives dans les années 90, mais 76% d'employées pour 32% de cadres ; 65% de femmes sur des stages ou autres contrats d'aide ; près de 30% des actives à temps partiel pour 4,5% des actifs ; 13% de femmes au chômage pour 8% d'hommes. Inutile d'insister ces faits sont connus.*

Mais *précisément* il me semble qu'ils sont porteurs de *changements de perspectives pour les questions relatives à la place des femmes dans la société, à l'heure actuelle.*

*Le discours lénifiant a reculé sous la poussée de ces bilans navrants. Comment rendre compte de ces différences qui manifestement relèvent de la discrimination en niant leur existence même. Si le travail est au centre des préoccupations sociales, comment ne pas être saisi de l'irréductible inégalité faite aux personnes sur le seul critère du sexe ?*

Il est d'ailleurs tout à fait significatif que ce soit sur cette question que se mette en place, *en 1995*, un financement de recherches collectives d'importance avec la formation au CNRS d'un Groupement De Recherches intitulé ***Marché du Travail et Genre***. *Ce groupement de recherches a montré l'impressionnante vitalité de la recherche pluridisciplinaire sur les femmes, faites très majoritairement par des femmes. Mais il a montré aussi l'inscription sociale claire autour de la formation, la qualification, les conditions de travail, ses formes, les statuts d'emplois, etc.*

À l'heure actuelle, la *Délégation interministérielle aux droits des femmes* continuent à faire de la question du travail son axe prioritaire et il n'est pas insignifiant que celle de la précarité et de l'exclusion en soit l'autre volet.

*Parmi les femmes, en tous cas parmi les étudiantes, la lecture des bilans a engendré une lecture en termes de discriminations et, me semble-t-il, une remise en question du "il n'y a plus de problèmes des femmes à notre époque".*

Dans l'ensemble social, où l'on considère que le politique modèle l'organisation sociale, comment ne pas noter qu'*une autre réalité inégalitaire a relayé les revendications passées, celle de la place des femmes dans le champ politique. Cette question parvient même à faire l'unanimité* (toute verbale, il est vrai) *de nos politiciens de droite comme de gauche !*

*Tout cela n'a évidemment pas beaucoup de conséquences immédiates sur les conditions de vie des femmes mais il me semble qu'un nouveau palier est franchi et, pour ma part, je me réjouis qu'on réentende ici ou là des propos sur les discriminations entre les sexes.*

En fait, la décennie 90 réinstaura un débat social sur les places respectives des hommes et des femmes dans la société. Mais ce débat a changé de nature. Il ne s'agit plus de dire l'aliénation quotidienne des femmes dans leur vie privée mais de considérer les discriminations qu'elles subissent dans une vie sociale où elles se sont installées, certes sur des positions difficiles, mais avec une continuité certaine.

On ne discute plus des modèles de réalisation d'une féminité conçue comme plus ou moins "naturelle", on ne nie plus l'existence de difficultés sociales spécifiques aux femmes, on accepte les bilans, les mesures, les travaux sur les rapports sociaux de sexe et on pose la question de discriminations dans la vie sociale, dans la vie publique : dans le travail, dans le politique.

C'est une évolution conséquente car c'est considérer comme un état de fait, sinon comme un droit, la position des femmes dans la vie publique et c'est accepter de constater que cette position n'est pas équivalente à celle des hommes.

En passant d'un rejet des modèles identitaires de sexe que la société nous proposait dans l'après-guerre, à la remise en cause de l'inégalité de la représentation des femmes en politique, on est passé d'un positionnement privé des femmes à une position sociale. Et cette évolution, certes portée par les changements économiques, doit beaucoup aux bilans que les intellectuels ont conduits ces dernières années.

Pour conclure, je soulignerai le fait que les changements sociaux ont porté des mouvements idéologiques puissants qui, pour ce qui est des femmes, ont d'abord mis l'accent sur l'incroyable différence de statut social entre les sexes. Il s'agissait d'une remise en question fondamentale de la construction identitaire de sexe et elle est passée par ce qui est l'expression même de la différence, la sexualité. Mais les activités sociales des femmes ont changé dans le même temps et les lectures de la discrimination se sont déplacées. Elles sont passées du monde privé au monde public parce que les femmes sont sorties de leur foyer pour entrer dans le monde social.

Alors, les études sur les femmes ont amené à l'évidence les archaïsmes persistants et il me semble qu'on entre dans une nouvelle phase où l'on essaie de reprendre en compte la totalité des rôles féminins pour expliquer une discrimination que le discours dominant s'interdit de justifier.

Partant, on voit une relecture du travail domestique, on réinterroge les formes sociales familiales puisqu'on sait que si la législation sur le divorce a bien progressé, elle laisse la place à la précarisation grandissante de familles monoparentales essentiellement féminines. Mais surtout, on pose globalement la question de l'accession indifférenciée des hommes et des femmes à toutes les positions sociales à travers le politique et les ajustements des textes de lois, même si l'on commence à considérer que ce qui a le moins changé sur toutes ces questions ce sont les mentalités. Je n'en prendrai pour exemple que le débat surréaliste récent sur la féminisation des noms de professions.

Les choses changent peu mais le déplacement des problèmes, le changement de perspectives à propos des discriminations de sexe, les changements de comportements sociaux dans le monde de la formation et du travail doivent nous amener à penser que nous ne sommes pas dans une phase de régression mais au

contraire dans une phase de recomposition idéologique des modèles normatifs de sexe. J'espère que les intellectuels dans leur ensemble, et tout particulièrement les femmes, sauront prendre la mesure de l'enjeu social de ces changements normatifs et je veux voir dans l'organisation de colloques tels que celui de Brest le signe de l'importance accordée à cette question.

Sylvette Denèfle  
Professeure de sociologie  
Lestamp-Université de Nantes

<sup>1</sup>Je ne reconnais évidemment pas l'appropriation du sigle par un groupuscule.

<sup>2</sup>Françoise Picq *Libération des femmes Les années-mouvement*, Paris, 1993 ; Monique Remy *De l'utopie à l'intégration Histoire des mouvements de femmes*, Paris, 1990 ; Centre Lyonnais d'Études Féministes *Chronique d'une passion Le Mouvement de Libération des Femmes à Lyon*, Paris, 1989.

<sup>3</sup> Voir par exemple Christiane Cordero *Le travail des femmes*, Paris, 1994